

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46466

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JOHANN CHAPOUTOT

»LA DISCIPLINE ET LA FORCE MASSIVE« CONTRE  
»L'INTELLIGENCE FRANÇAISE«<sup>1</sup>: L'OFFICE NATIONAL  
DES UNIVERSITÉS ET ÉCOLES FRANÇAISES (ONUUEF)  
FACE À L'ALLEMAGNE (1910-1939)

*An sich half es nichts, sich zurückzuziehen.*  
Stefan Zweig, *Die Welt von Gestern*.

La République européenne des Lettres est-elle morte en 1914? Si Stephan Zweig et Romain Rolland continuent à correspondre au plus fort de la Première Guerre Mondiale, un digne professeur français n'hésite pas, en 1919, à qualifier la science et la culture allemandes de »virus germanique«. L'auteur de ces propos, Charles Petit-Dutaillis, est un savant reconnu, médiéviste, chartiste, hiérarque de l'Instruction publique et cacique de la III<sup>e</sup> République. Qu'on en juge: ancien recteur de l'Académie de Grenoble, cet agrégé, inspecteur général de l'Instruction Publique, prend en 1916 la direction de l'Office National des Universités et Ecoles Françaises (ONUUEF). L'Office, créé en 1910 par des universitaires et des parlementaires français soucieux de promouvoir les lettres et les sciences françaises à l'étranger, est un service interministériel, à la croisée de l'Instruction Publique, et du ministère des Affaires étrangères. Il assume pour l'Instruction Publique les tâches du service d'expansion universitaire et scolaire, et se trouve en relation directe et permanente avec le Service des Œuvres Françaises à l'Étranger du Quai d'Orsay. Ses archives, conservées depuis sa dissolution en 1981 aux Archives Nationales de France, n'ont que fort peu intéressé les historiens. Elles constituent cependant une ressource documentaire de premier intérêt pour l'histoire des relations politiques et culturelles entre la France et l'Allemagne dans la période de l'entre-deux-guerres: fondé avant tout pour constituer une force d'opposition à l'expansion scientifique et culturelle allemande, l'Office développe une politique d'échanges universitaires avec divers pays étrangers à partir de 1919. Ces échanges, l'ONUUEF ne se résignera à les étendre à l'Allemagne que dix ans plus tard, en 1929, soit quatre ans après les accords de Locarno qui scellent le spectaculaire rapprochement politique franco-allemand. Ayant eu à vaincre les réticences nombreuses et la mauvaise volonté évidente des universitaires français dix années durant, la pratique des échanges franco-allemands est bien vite remise en cause par l'accession des nazis au pouvoir en 1933. Contrairement à toute attente, en dépit de toutes les réserves de l'ONUUEF à l'égard de l'Allemagne, la pratique des échanges franco-allemands est poursuivie et raffermie tout au long des années 1930. Comment expliquer ce paradoxe?

1 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations de l'ONUUEF, Archives nationales, Paris (AN) 70 AJ 3.

L'explication gît peut-être dans le regard fondamentalement ambigu que porte l'Université française sur l'Allemagne et la science allemande: l'université allemande, grande sœur et concurrente, est, depuis 1871, à la fois modèle et ennemie, objet de fascination complexée et de répulsion chauvine. L'Allemagne totalitaire d'après 1933 est de même l'objet ambigu et indéterminé d'une condamnation politique et morale, en même temps que d'un regard admiratif et passablement anxieux: et si le nouveau régime allemand, détestable par ses excès, était une réussite éducative, une »nouvelle Sparte«<sup>2</sup> accouchant d'une jeunesse galvanisée et forte, appelée à régénérer, au moins par son exemple, la civilisation européenne?

Ce discours complexe et ambigu, les archives de l'ONUÉF en ouvrent l'accès et en permettent l'étude: composé d'un aréopage d'universitaires, le conseil d'administration et l'assemblée générale de l'ONUÉF, dont sont membres de droit les recteurs d'Académies, constituent, sous la présidence d'honneur du Ministre de l'Instruction Publique, le lieu d'élaboration et d'expression de ce discours, qui fait de l'Allemagne l'objet et la fin de toute action culturelle, scientifique et universitaire française à l'étranger, le modèle détesté, l'ennemie admirée.

L'ONUÉF, nous l'avons dit, est né de la prise de conscience alarmée de parlementaires et d'universitaires français du retard français par rapport au dynamisme expansionniste de l'Université allemande. La France, qui a derrière elle une longue tradition d'universalité culturelle, voit depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle sa position et sa dignité d'»éducatrice du monde«<sup>3</sup> menacée par une Allemagne dont le dynamisme universitaire est ressenti en France comme une seconde agression, culturelle cette fois-ci, après celle, militaire, de 1870. La France de la Revanche se mobilise donc, et des parlementaires éminents, parmi lesquels Paul Deschanel, Paul Doumer, Théodore Steeg, associés à des savants distingués, tels le recteur Liard et Victor Bérard, décident d'agir en 1910: pourquoi ne pas charger un office de la promotion des universités françaises à l'étranger pour répondre à l'activité allemande? A forte vocation défensive, ce projet doit être défendu devant la Commission du Budget de la Chambre par un collègue militaire, le général député Messimy, chargé d'obtenir des crédits à la Chambre le 21 janvier 1910: un général qui plaide la cause de la guerre culturelle franco-allemande ne manque pas d'être convaincant, et des crédits sont effectivement alloués à un Office qui détournerait des étudiants étrangers des Universités allemandes pour les attirer en France. Cet office est définitivement constitué, et les statuts sont adoptés le 29 juin 1910. Il faut dire que le général Messimy a su trouver les mots qu'il fallait pour faire de la création de l'Office un devoir national. Déployant, selon le général, des efforts impressionnants, les universités allemandes ont su attirer à elles les jeunes élites étrangères, dont l'empire de Guillaume II saura faire une clientèle dévouée à sa cause: »Il y a là en effet une élite d'étudiants qui sont appelés pour la plupart à exercer d'importantes fonctions à leur retour dans leur pays d'origine«<sup>4</sup>. Nourris bien au contraire au sein des lettres et de la culture fran-

2 Cf. Henri JOURDAN, *L'éducation hitlérienne*, Encyclopédie Française, 1939.

3 Général Messimy, *Rapport à la Commission du Budget de la Chambre des députés*, 21 janvier 1910, AN 70 AJ 1.

4 Ibid.

çaises, »ces hommes [...] retourneront dans leur patrie connaissant mieux notre langue, nos méthodes, nos savants, et se feront les propagateurs de la pensée et des mœurs françaises«<sup>5</sup>. Pour assurer et renforcer le rayonnement de la culture et de la politique française, il convient d'attirer à soi et de s'attacher les élites du monde entier, que l'Allemagne impériale enserme de plus en plus dans ses rets.

Tout au long de son existence, l'ONUUEF garde l'Allemagne en ligne de mire. Les responsables de l'ONUUEF, au premier chef Charles Petit-Dutaillis, son directeur de 1916 à 1938, filent volontiers la métaphore guerrière à chaque fois qu'ils évoquent le cas allemand, retrouvant avec opiniâtreté et obsession la vocation première de l'Office: »Nos rivaux [...] note déjà le général Messimy en 1910, s'organisent en ce moment pour la lutte«<sup>6</sup>. Jules Coulet, professeur des Universités et premier directeur de l'ONUUEF (1910–1916) souhaite de même, lors de l'Assemblée générale du 21 janvier 1914, obtenir de la part du Parlement des suppléments de subvention budgétaire, afin de constituer »une disponibilité où l'on puiserait comme à un trésor de guerre«<sup>7</sup>. Au sortir du Premier conflit mondial, Lyon, recteur de l'Académie de Lille, déclare devant le Président de la République Paul Deschanel que le but de l'ONUUEF est, dans le domaine universitaire et culturel, de »compléter par une pacifique victoire la victoire des armes«<sup>8</sup>, tandis que Charles Petit-Dutaillis, au cours d'un *Rapport d'activité*, prévient peu après la guerre: »Nos adversaires montreront autant de persévérance que d'ingéniosité ...«<sup>9</sup>, et précise, deux ans plus tard, revenant inlassablement sur le sujet, que »la victoire ne pourra être qu'une création de chaque jour«<sup>10</sup>.

Ce discours guerrier n'est pas l'apanage des universitaires: il se révèle être un écho au discours belliciste des autorités ministérielles elles-mêmes. On peut ainsi lire dans le Rapport à la Chambre des députés du budget du ministère des Affaires étrangères – Exercice 1920 que »nos universités et nos écoles à l'étranger [...] constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics«<sup>11</sup>, une arme des premier choix et de toute première utilité, comme le démontrait le général Messimy, en matière de politique étrangère.

Dans cette guerre culturelle franco-allemande, la France jouit aux yeux des universitaires de l'ONUUEF d'un avantage comparatif non négligeable face à une Allemagne plus brutale que convaincante, qui reste militaire et conquérante, en des matières où le tact et la finesse signent la définitive supériorité de la France. Proprement universelles et humaines depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, la science et la culture françaises ont natu-

5 Ibid.

6 Ibid.

7 Jules Coulet, Rapport d'activité de l'ONUUEF, Assemblée générale du 21 janvier 1914, AN 70 AJ 2.

8 G. Lyon, discours en l'honneur de M. Paul Deschanel, Président de la République, lors de l'Assemblée Générale du 6 février 1920, Registre des délibérations, 1910–1920, AN 70 AJ 2.

9 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 22 décembre 1920, Registre des délibérations 1923–1929, AN 70 AJ 3.

10 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations 1923–1929, AN 70 AJ 3.

11 Rapport à la Chambre des Députés du budget du Ministère des Affaires étrangères – Exercice 1920, MAE, CAD de Nantes.

rellement vocation à se diffuser dans le monde entier, contrairement à une *Kultur* allemande volontiers renvoyée à sa seule germanité.

Cette conviction est apparemment la chose au monde la mieux partagée parmi les universitaires français. Jean Jaurès, jeune professeur de Philosophie à la faculté des lettres de Toulouse, célébrait déjà en 1884 la France, «pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté»<sup>12</sup>.

Le refrain de l'humble générosité culturelle d'une France maternelle et désintéressée est une constante du discours universitaire. Cette *laus franciae* permet de flétrir d'autant les menées culturelles de l'Allemagne. La différence entre les politiques des deux pays est clairement marquée: «Notre œuvre, rappelle Charles Petit-Dutaillis en 1923, est inspirée par le respect de tous les peuples et non par le désir vain et brutal d'imposer la pensée française»<sup>13</sup>.

L'allusion est claire, et il y a bien longtemps que la stigmatisation d'une Allemagne violente et brutale même quand elle se mêle de culture n'est plus de l'ordre de l'implicite, la guerre ayant à cet égard fait tomber bien des barrières, dès 1914.

Henri Bergson, dans un discours prononcé le 8 août 1914 devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, donne le ton: «La lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie ...»<sup>14</sup>. En cette même année 1914, les recteurs des Universités Françaises publient une lettre commune aux Universités «des pays neutres», qui stigmatise «la pensée allemande», coupable de s'être faite la complice du «militarisme prussien», au mépris, il est vrai, des «traditions de l'Allemagne de Leibniz, de Kant et de Goethe»<sup>15</sup>.

L'après-guerre, la paix, ne suppriment nullement le contentieux, et la condamnation de l'expansionnisme agressif de l'Allemagne en matière culturelle devient un lieu commun du discours universitaire. En 1919, dans une Note au rapporteur du budget des Affaires étrangères, Charles Petit-Dutaillis écrit, après avoir évoqué «les orgueilleuses prétentions qui ont fait haïr les Universités allemandes»: «Nos universitaires ne sont pas de ceux qui se pavanent et se targuent d'organiser l'humanité. Ils ne rêvent pas de conquêtes et d'annexions, mais seulement de services à rendre aux peuples qui, provisoirement, ont besoin de nous [...]. Le tact, la mesure, le goût, sont des qualités françaises»<sup>16</sup>. Le directeur de l'ONUFEF persiste et signe dans son Rapport sur l'activité de l'Office de 1922, où il oppose «ceux qui ont pour eux la discipline et la force massive» à «l'intelligence française»<sup>17</sup>.

A la charnière du monde universitaire et du monde politique, Edouard Herriot, président du Conseil d'Administration de l'ONUFEF à partir de 1932, oppose lui

12 Jean Jaurès, conférence prononcée devant la section de l'Alliance Française à Albi, 1884, cité par Raoul GIRARDET, *Le Nationalisme français, Anthologie, 1871-1914*, Paris 1983.

13 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'ONUFEF, Assemblée générale, 13 février 1923, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

14 Henri Bergson, discours prononcé à l'Académie des Sciences morales et politiques, 8 août 1914. Cité dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, Paris 2000.

15 Les Universités Françaises aux Universités des Pays Neutres, adresse des recteurs français, 3 novembre 1914, AN 70 AJ 2.

16 Charles Petit-Dutaillis, Note à M. Raiberti, rapporteur du budget des Affaires Etrangères, février 1919, AN 70 AJ 1.

17 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

aussi le »génie si actif, si fécond, si dévoué, si humain de la France«<sup>18</sup> à »la force brutale«<sup>19</sup> que représente l'Allemagne.

Le discours des universitaires français sur l'Allemagne est donc marqué par un clair mépris, non dépourvu d'une sérieuse inquiétude, et par l'affirmation d'une tranquille supériorité française: doit-on voir dans ces outrances, dictées par la guerre et la tension entre les deux pays, l'exorcisme de l'admiration réelle que, comme l'a montré Claude Digeon<sup>20</sup>, toute une génération de savants français a voué à l'université de Berlin, de Humboldt? C'est en effet à cette école que tout ce qui compte dans l'Université française est allé se former dans les années qui suivent la débâcle de 1870–1871, dans un contexte de crise et de remise en cause profonde de la science et de l'enseignement français: Lavisse, Seignobos, Camille Julian, qui n'a fait le voyage d'Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle? Charles Petit-Dutaillis le sait bien, qui historien, est conscient de tout ce dont l'école positiviste française est redevable aux Ranke et autres Niebuhr.

A la fois ennemie et modèle, l'Allemagne devient définitivement un pôle de répulsion aux yeux des universitaires français après 1919. Abasourdis par le choc et les désastres de la guerre, les universitaires français laissent libre cours à une germanophobie exacerbée et triomphante, confortée par la supériorité des armes françaises.

En juin 1919, au moment de la signature du traité de paix de Versailles, Charles Petit-Dutaillis va jusqu'à dénoncer le »virus germanique«: »Jamais une tâche plus belle ne s'est offerte à nos universités et grandes écoles [...]. C'est à elles de [...] garantir le monde contre le virus germanique ...«<sup>21</sup>.

Le directeur de l'ONUUEF revient à la charge trois ans plus tard, en parlant de Bâle comme »la ville la plus contaminée par l'influence d'outre-Rhin«<sup>22</sup>. Le compte-rendu de la séance précise que »l'exposé de M. Petit-Dutaillis est vivement applaudi«<sup>23</sup> par l'assemblée de recteurs et de professeurs qui l'écoute, en présence du ministre de l'Instruction Publique.

La métaphore bactériologique et microbienne à laquelle recourt Petit-Dutaillis est un héritage de la guerre, durant laquelle on a affublé les Allemands de toutes sortes de tares et anomalies physiologiques, notamment une prétendue odeur fétide et animale, sorte d'odeur de sainteté à rebours, de symptôme maléfique. La communauté scientifique, à laquelle se rattachent les responsables de l'ONUUEF, s'est d'ailleurs très sérieusement ralliée à ces considérations racistes: en 1915 est présenté à l'Académie de médecine un opuscule sur la *Bromidrose fétide de la race allemande*, qui défend doctement la thèse que l'insuffisance rénale des allemands conduit ces derniers à éliminer leurs substances uriques par la sudation plantaire, d'où une odeur particulièrement répugnante, et un caractère animal et instinctif fondamental. On ne peut *a posteriori* se

18 Edouard Herriot, Comité de Direction de l'ONUUEF du 20 janvier 1932, AN 70 AJ 4.

19 Edouard Herriot, président du Conseil d'Administration de l'ONUUEF, Assemblée générale du 17 avril 1940, Registre des délibérations, 1937–1954, AN 70 AJ 4.

20 Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris 1959.

21 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Registre des délibérations, Assemblée générale du 11 juin 1919, AN 70 AJ 2.

22 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'ONUUEF, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations, 1920–1923, AN 70 AJ 3.

23 Ibid.

défendre de rire de ce genre d'inepties, mais, comme le notent Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, »les grands médecins présents aux séances de l'Académie de médecine, eux, n'ont pas ri«<sup>24</sup> et ont accueilli cette thèse avec tout le sérieux universitaire requis par l'institution. Les membres de l'assemblée générale de l'ONUUEF n'ont également pas ri, alors que la guerre est finie depuis quatre ans.

Les années d'après-guerre marquent une inflexion notable dans la politique de l'ONUUEF: si en 1910 on ne pensait guère qu'en termes d'expansion culturelle unilatérale, au moyen de l'attraction du plus grand nombre possible d'étrangers dans les universités françaises, la notion d'échange apparaît après 1919, dans un grand mouvement de révolution wilsonienne des relations internationales. La pratique des échanges constitue une petite révolution dans la conception qu'a la France de ses relations intellectuelles et culturelles avec le monde, ainsi que dans la définition de sa politique étrangère en matière culturelle. Que des étudiants étrangers viennent se nourrir et s'imprégner des sciences et des lettres françaises était depuis longtemps de l'ordre de l'évidence, et constituait d'ailleurs l'objectif premier de l'ONUUEF: les étrangers avaient tout à apprendre de la France, et la France beaucoup à gagner de leur visite. Mais accepter que des étudiants français puissent retirer quelque profit d'un séjour à l'étranger relevait avant 1919 de l'aimable plaisanterie, ou de l'injure nationale: le temps des études outre-Rhin était passé, l'heure était à la promotion de la science française et à la reconstruction de l'Université. L'apparition des échanges témoigne bien de l'attraction accrue de l'étranger à l'issue de la Première Guerre mondiale, de l'ouverture naissante des élites républicaines, moins recroquevillées, du fait de la victoire militaire, sur la défense et l'illustration de la culture française, et de la volonté des gouvernements de fonder leurs relations et la paix sur des bases autres que les traités diplomatiques.

La France se met ainsi à échanger des étudiants avec le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique, pratique inédite et novatrice, qui vise à renouveler l'apprentissage des langues et à fonder l'amitié entre les nations par le rapprochement des jeunes générations. Les responsables de l'ONUUEF sont volontiers lyriques sur ce sujet: il ne s'agit ni plus ni moins que »de garantir la paix internationale et la civilisation, fonder la ligne des intelligences«<sup>25</sup> comme le dit le directeur en 1919.

On se doute que ces échanges, pratiqués entre anciens alliés, excluent l'Allemagne, et pour longtemps. Exclue du mouvement d'échanges universitaires avec la France en 1919, l'Allemagne le demeure pendant dix longues années, jusqu'en 1929, et ce malgré la volonté du gouvernement français de renouer le dialogue avec l'Allemagne dès 1922, et, plus fermement, à partir de 1925. A cette volonté politique, les universitaires de l'ONUUEF opposent des réticences et une mauvaise volonté qui ne se dément pas au fil des années, une hostilité foncière à l'égard de l'Allemagne, qui reste malgré la paix et en dépit du temps, l'ennemie de toujours.

Les universitaires se considèrent en effet encore en état de guerre culturelle avec l'Allemagne, et ce tout au long des années 1920. La métaphore du »virus germa-

24 AUDOIN-ROUZEAU, BECKER (voir n. 14).

25 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 11 juin 1919, Registre des délibérations, 1910-1920, AN 70 AJ 2.

nique«, étudiée plus haut, exprime avec force la crainte qui se fait jour dans le milieu universitaire après la guerre, que l'Allemagne n'ait aucunement renoncé à son expansion scientifique et universitaire: »Le peuple allemand, ironise Charles Petit-Dutaillis dans une allusion au problème des Réparations, qui n'a pas d'argent pour nous payer, a trouvé le moyen de reconstituer une formidable armature offensive pour l'action à l'étranger«<sup>26</sup>. L'Allemagne reste l'ennemie de toujours, que la défaite n'a »ni abattue, ni changée«<sup>27</sup>.

L'Allemagne est devenue du fait de la guerre et des désastres humains et matériels infligés à la patrie, une sorte de tabou, un objet d'exécration quasi-sacrée. La France devient en ces années d'après-guerre un sanctuaire voué à la mémoire de ses fils tombés pour la défendre: les monuments aux morts, cénotaphes du souvenir construits au cœur de chaque village, l'Ossuaire de Douaumont, la tombe du soldat inconnu, la Voie Sacrée, les Maréchaux, deviennent autant d'objets d'une sacralisation de l'espace et de la mémoire de la guerre, grosse d'un nouveau culte laïc, rythmé par les cérémonies de commémoration, 14 juillet, mais aussi, et surtout, 11 novembre: le onzième jour du onzième mois, à la onzième heure, la vie s'arrête pour une solennelle communion avec les disparus, rappelés à la mémoire de la patrie au pied du monument aux morts. Les noms des poilus tombés au champ d'honneur sont égrenés comme un chapelet de douleurs: à l'appel du nom retentit immanquablement, au son des cloches, le *repons* patriotique et républicain, »Mort pour la France«.

Cette sacralisation, l'intensité du deuil collectif des huit millions de mobilisés survivants et de leurs familles, des 1 100 000 orphelins, des amis et proches des poilus morts, ne contribue certainement pas à la détente entre la France et l'Allemagne<sup>28</sup>. En 1926 encore, à l'occasion de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, Aristide Briand lui-même, le pèlerin de la paix, rappelle par une image saisissante que, à l'instar d'un sanctuaire, »les champs de bataille sont encore presque humides du sang de morts«<sup>29</sup>.

Cette conception est presque unanimement partagée par les élites françaises durant l'immédiat après-guerre: c'est ainsi au nom des camarades morts au champ d'honneur que les députés de la Chambre Bleu Horizon et les membres des gouvernements qui en émanent, refusent tout accommodement avec l'ennemi allemand et imposent le paiement sans concession ni remise des Réparations. La France ne transige pas et adopte une politique de fermeté à l'égard d'un ennemi mis au ban des nations par le traité de Versailles, et notamment ses articles 230 et 231.

Dans ces conditions, on comprend que les universitaires responsables de l'ONUÉF éprouvent une sainte horreur à envisager l'instauration d'un dialogue avec l'ennemi allemand, dont le sol est devenu au sens propre du mot, *sacer*, intouchable, tabou, presque maudit, tandis que celui de Lorraine et de Champagne est

26 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

27 Charles Petit-Dutaillis, Note sur l'organisation de l'expansion intellectuelle de la France et les ressources nécessaires à prévoir, à M. Raiberti, rapporteur du Budget des Affaires Etrangères, février 1919.

28 Cf. Antoine PROST, Les monuments aux morts, dans: Les Lieux de mémoire, Paris 1984, p. 199-223.

29 Aristide Briand, discours tenu à la SDN le 10 septembre 1926, cité dans Olivier WIEVIORKA, Christophe PROCHASSON, La France du XX<sup>ème</sup> siècle, Documents d'histoire, Paris 1994.



devenu un sanctuaire. Par respect pour la mémoire des victimes de la guerre, en raison des ravages dont a souffert le sol de la France, il est inconcevable d'envoyer des étudiants français en Allemagne, encore moins d'accueillir de jeunes allemands: les plaies de la guerre sont encore trop vives. Charles Petit-Dutaillis évoque ainsi, dès 1918, »l'impossibilité morale où nous serons, au lendemain de la guerre, d'envoyer nos fils étudier l'allemand en Allemagne même«<sup>30</sup>.

L'incitation politique à la reprise du dialogue universitaire avec l'Allemagne vient cependant dès 1922, à l'issue d'un bref ministère Briand, marqué par la première tentative de dialogue constructif autour de la question des Réparations lors de la conférence de Cannes. Au cours d'une séance de l'Assemblée générale de l'ONUUEF à laquelle il assiste, le 23 janvier 1922, le ministre de l'Instruction Publique, Léon Bérard, aborde la question d'une éventuelle pratique des échanges universitaires avec l'Allemagne, à l'image de ce qui se pratique avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Il rappelle qu'»un nombre important d'étudiants allemands demandent à s'inscrire dans les Universités françaises. Jusqu'à présent, on les a éconduits. Mais la question est posée, il faut qu'elle soit résolue. Elle sera examinée demain en Conseil des Ministres«<sup>31</sup>. Cet examen en Conseil des Ministres prouve que cette question s'inscrit dans le cadre d'une politique générale de rapprochement avec l'ancien ennemi, à l'heure où Aristide Briand, ministre des affaires étrangères et président du Conseil, amorce le dialogue à la conférence de Cannes.

Le Conseil des ministres discute effectivement de l'admission d'étudiants allemands dans les universités françaises le lendemain, pour en conclure à une réponse affirmative sous conditions: le Conseil »précise que l'admission de nos ex-ennemis doit être entourée de précautions et de garanties«<sup>32</sup>. Cette décision reste cependant lettre morte, en raison de changement d'orientation politique française, Briand étant remplacé par Poincaré au cours du mois de janvier, désavoué par le président de la République Alexandre Millerand après Cannes, et de la foncière hostilité des universitaires français à une telle idée.

Lors de la séance du 23 janvier 1922 au siège de l'ONUUEF, le ministre a dû affronter les vives réticences et les nombreuses réserves des universitaires, fondamentalement hostiles à l'idée. Le recteur Varet rappelle ainsi sèchement que »actuellement, les étudiants français sont les fils ou les frères de ceux qui sont tombés dans la mêlée«<sup>33</sup>.

En sus des problèmes moraux et patriotiques que poserait l'éventuelle pratique d'échange universitaires avec l'Allemagne, c'est la sécurité même des étudiants allemands présents en France qui poserait problème. Lors de la même séance du 23 janvier 1922, le recteur Varet précise que »les difficultés sont trop connues de tous pour que l'on puisse, avec une sécurité même relative, autoriser les étudiants allemands à

30 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'ONUUEF, Assemblée générale du 15 avril 1918, Registre des délibérations, 1910-1920, AN 70 AJ 2.

31 Léon Bérard, Ministre de l'Instruction Publique, Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

32 Voir Dieter TIEMANN, *Deutsch-französische Jugendbeziehungen der Zwischenkriegszeit*, Bonn 1989.

33 Assemblée générale du 23 janvier 1922, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

venir en France<sup>34</sup>. Charles Petit-Dutaillis, également hostile à l'idée, affirme pour sa part avoir reçu, alors qu'il était encore recteur à Grenoble en 1914, des lettres de menace contre les étudiants allemands, avertissant entre autres: »Si ces gens-là reviennent à Grenoble après la guerre, ils ne retourneront jamais dans leur pays<sup>35</sup>.

Ce boycott universitaire de l'Allemagne est général, et les débats de l'ONUÉF sont bien représentatifs de l'opinion des universitaires français de l'époque: lors de l'attribution des bourses de la fondation Armand Colin pour des voyages d'étudiants au printemps 1920, le sénat de la Sorbonne, qui est chargé de les répartir, précise qu'en »raison des circonstances, il ne sera pas attribué de bourses pour l'Allemagne<sup>36</sup>.

Et ce boycott était appelé à durer. A en croire Charles Petit-Dutaillis, qui revient en 1923, un an plus tard, sur la proposition du ministre Léon Bérard, la douleur du deuil est telle qu'il est encore impossible d'envisager sereinement et rationnellement toute question ayant trait à l'Allemagne, même en 1923, quatre ans après la guerre: »Les blessures de la guerre, les désillusions de la paix ont été trop cruelles pour que les données mêmes de la question nous apparaissent ...<sup>37</sup>. La douleur et l'affect brouillent encore le jugement, et tout ce qui a trait à l'Allemagne reste investi d'une forte charge passionnelle.

La tentative politique de 1922, qui vient à la fin du ministère Briand et immédiatement avant un durcissement sensible des relations franco-allemandes, reste sans lendemain. Avec le départ de Briand, remplacé par Raymond Poincaré en janvier 1922 au poste de ministre des affaires étrangères et président du conseil, avec l'affaire de l'occupation de la Ruhr par les forces françaises en janvier 1923, de telles initiatives politiques pour renouer le dialogue avec l'Allemagne ne se réitérent plus jusqu'au retour aux affaires de la gauche et de Briand avec la victoire du Cartel, en 1924. Désormais, Aristide Briand est le presque inamovible chef de la diplomatie française et se retrouve même à quatre reprises président du Conseil jusqu'en 1929. Même Poincaré, revenu aux affaires pour un long gouvernement de 1926 à 1929, le maintiendra au Quai d'Orsay.

C'est avec l'infléchissement de la politique étrangère française et des relations franco-allemandes, marqué par la coopération de Briand et de Gustav Stresemann, ministre des affaires étrangères de la République de Weimar, que le gouvernement français s'intéresse à nouveau aux échanges universitaires franco-allemands, et les appelle, comme en 1922, mais moins timidement et moins fugacement, de ses vœux. Ces échanges sont conçus comme partie intégrante d'une politique globale de rapprochement, effective et volontariste, concrétisé par les accords de Locarno/Londres en octobre/décembre 1925, ou l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations en septembre 1926.

Un mois avant Locarno, et dans le même esprit, le ministre français de l'Instruction Publique, Anatole de Monzie, fait dans ce sens un geste politique d'une portée

34 Ibid.

35 Ibid.

36 Cité dans TIEMANN (voir n. 32).

37 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 13 février 1923, Registre des délibérations, 1920-1923, AN 70 AJ 3.

symbolique considérable: il se rend à Berlin pour rencontrer son homologue prussien Carl Heinrich Becker, accomplissant ainsi le premier voyage officiel d'un membre du gouvernement français dans l'ancienne capitale impériale depuis 1871. La volonté politique de détente entre les deux pays est réelle: un an avant le voyage de de Monzie, la République de Weimar a créé le DAAD, *Deutscher Akademischer Austauschdienst*, structure opérationnelle, prête à contribuer à l'établissement et à l'institutionnalisation d'échanges universitaires avec la France.

Nonobstant cette volonté politique affirmée, restant obstinément sourds aux grands événements qui marquent le rapprochement politique franco-allemand, comme l'admission de l'Allemagne au sein de la SDN, le 10 septembre 1926, les universitaires français demeurent hostiles à la pratique d'échanges avec l'ancien ennemi et profondément sceptiques à l'égard de l'Allemagne et de sa prétendue volonté de paix.

Les débats et les discours dont l'ONUUEF est le lieu sont à ce titre révélateurs. Charles Petit-Dutaillis refuse catégoriquement l'éventualité d'échanges avec l'Allemagne à l'occasion d'une Assemblée générale de l'Office en mars 1925: «Il ne saurait être question avant bien longtemps que les étudiants allemands reparassent en nombre dans nos Universités. Leur manque de tact est une garantie d'incidents désastreux»<sup>38</sup>. Les arguments restent peu ou prou ceux qui avaient été opposés au ministre de l'Instruction Publique en 1922: pudeur élémentaire en raison du deuil, incidents prévisibles de part et d'autre du fait du caractère encore par trop passionnel de la question.

Au cours d'une Assemblée générale qui se tient le 23 avril 1926, soit cinq mois après les accords de Locarno/Londres qui soldent les problèmes de frontières entre la France et l'Allemagne, Charles Petit-Dutaillis se montre ouvertement sceptique et évoque, contre toute évidence, «une détente qui ne s'annonce pas bien prochaine avec l'Allemagne»<sup>39</sup>. En 1927 encore, le directeur de l'ONUUEF évoque en conseil de direction la «difficulté qu'il y a encore à traiter de sang-froid des questions pareilles»<sup>40</sup>, évitant par pudeur de nommer ce qui reste malgré les années et la volonté politique des gouvernements français et allemand innommable et tabou, le dialogue universitaire franco-allemand. Huit ans après la paix, les circonlocutions de Charles Petit-Dutaillis témoignent de la charge passionnelle que de telles «questions» recèlent encore.

L'Allemagne déplore ces réticences françaises, par la voix de Carl Heinrich Becker, qui publie un article vindicatif en décembre 1927, dans la revue *Nord und Süd*: «En dépit de la situation psychologique difficile, on a fait beaucoup plus dans ce domaine du côté allemand que du côté français [...]. Les esprits dirigeants des deux nations se comprendront d'abord. Ils sont sur le bon chemin qui y conduit [...]. C'est dans les milieux universitaires, non pas parmi les dirigeants, mais parmi la masse que se trouve la résistance, qui produit à l'intérieur la tendance réactionnaire, à l'extérieur

38 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 22 mars 1925, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

39 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 23 mars 1926, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

40 Charles Petit-Dutaillis, Conseil de direction du 26 novembre 1929, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

l'hostilité à toute réconciliation<sup>41</sup>. Le ministre prussien se montre, par courtoisie vraisemblablement, curieusement optimiste: »les dirigeants« universitaires, comme le montre l'exemple de Charles Petit-Dutaillis, sont assurément au moins aussi réticents que »la masse«.

Sous la pression des autorités politiques, l'ONUUEF doit cependant se résoudre à envisager des échanges universitaires avec l'Allemagne, et à infléchir sa propre politique dans le sens voulu par le Quai d'Orsay, dirigé quasiment sans interruption entre 1925 et 1929 par un ministre dont l'attachement à la cause du dialogue franco-allemand est indéniable. L'ONUUEF, ne l'oublions pas, fonctionne comme un service interministériel, dont la dotation budgétaire est issue majoritairement du ministère des affaires étrangères, les fonds issus de l'Instruction Publique intervenant en bien moindre part dans son budget.

Cette inflexion dans l'attitude de l'ONUUEF vis-à-vis de l'Allemagne ne se fait pas sans mal ni mauvaise volonté: l'Office et son directeur obtempèrent, mais ne se départissent pas de leur méfiance et de leurs réticences, voire de leur hostilité déclarée.

L'ONUUEF entame, bon gré, mal gré, en 1928 sous la pression du Quai d'Orsay des démarches auprès des universités allemandes pour créer un Bureau de relations avec les pays germaniques.

Le directeur de l'Office, visiblement mal à l'aise et défavorable à un projet selon lui prématuré, multiplie les réserves et les figures de style dans les comptes-rendus qu'il fait de ses démarches avec les autorités allemandes et dans les courriers qu'il rédige à ce sujet. Il souligne ainsi, dans une lettre datée du 16 janvier 1928, où il rend compte au Ministère des Affaires étrangères de ses démarches avec l'Allemagne, »les difficultés d'une pareille entreprise«<sup>42</sup>.

Une pareille entreprise ... Quant il s'agit de l'Allemagne, Charles Petit-Dutaillis multiplie les périphrases et les précautions pour désigner de manière euphémistique et indirecte les démarches que l'ONUUEF est forcé d'entamer, comme si, enveloppée d'un halo de sacralité, de tabou, la chose restait, malgré les années, malgré la paix, malgré Briand et Stresemann, innommable, impudique. La phrase suivante, curieusement alambiquée, en témoigne: »Je ne puis terminer ce rapport sans aborder une question très importante, très grave, que nous avons étudiée ici, on voudra bien nous croire, avec le sentiment profond de nos responsabilités. Je veux parler de la reprise de nos relations universitaires avec l'Allemagne«<sup>43</sup>. Suit cet aveu: »C'est pour l'Office une tâche un peu pénible«<sup>44</sup>.

Charles Petit-Dutaillis, accumulant les réserves, attire l'attention de l'ONUUEF et des ministères sur la prudence nécessaire à apporter à la reprise des relations avec l'Allemagne sur des points particuliers. Ainsi, en parlant des échanges d'écoliers,

41 Carl Heinrich Becker, ministre de l'Instruction en Prusse, »Les relations intellectuelles franco-allemandes«, *Nord und Süd*, 1<sup>er</sup> décembre 1927. L'article est conservé en traduction française dans les archives de l'ONUUEF, AN 70 AJ 29.

42 Charles Petit-Dutaillis, lettre à M. le Ministre des Affaires Etrangères, 16 janvier 1928, Registre des délibérations, AN 70 AJ 3.

43 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 30 mars 1928, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

44 Charles Petit-Dutaillis, Conseil de direction du 28 février 1928, Registre des délibérations, AN 70 AJ 3.

dont l'ONUÉF a également la charge, il prévient: »Une œuvre de ce genre appelle les plus grandes réserves. Il ne s'agit pas que les familles allemandes qui recevront nos enfants exécutent ce que l'on appelait pendant la guerre le bourrage de crâne«<sup>45</sup>.

Il n'a aucune peine à se faire comprendre de ses pairs, les membres du conseil de direction de l'Office, qui, universitaires et parlementaires, se montrent pleinement d'accord avec les réserves du directeur. Le conseil de direction vote même à l'unanimité, lors de cette même séance du 28 février 1928, un avis exprimant ses fortes réserves à l'endroit de la propagande scolaire allemande, montrant bien que l'ambiance chez les universitaires français n'est en 1928 encore pas à la franche confiance à la perspective de ce dialogue renoué avec l'Allemagne: »Devant une propagande si activement organisée et qui cherche à jeter le trouble dans les esprits, le Comité estime qu'il y a lieu de montrer la plus grande prudence dans nos rapports nouveaux avec l'Allemagne et de surveiller attentivement les échanges de divers ordres qui pourraient s'opérer«<sup>46</sup>.

Au cours de l'assemblée générale de l'ONUÉF du mois de mars 1928, Louis Eisenmann, germaniste, Professeur à la Sorbonne, chargé des affaires allemandes à l'Office, rend compte d'une mission d'observation à Berlin dont il s'est récemment acquitté. Il admet certes avoir »constaté dans tous les milieux, à quelque nuance politique qu'ils appartiennent, un très vif désir de voir se renouer de plus en plus complètement les relations intellectuelles avec la France«<sup>47</sup>, mais il se ravise cependant bien vite et prend soin de prévenir dans la phrase suivante, s'il en était encore besoin, tout enthousiasme naïf et par trop optimiste: »Ce n'est pas qu'il y ait un très grand changement dans les esprits, et il ne faudrait pas se faire encore trop d'illusions sur la renonciation des allemands à toutes leurs ambitions d'expansion«<sup>48</sup>.

Dans ces conditions, le rapprochement universitaire ne peut procéder que d'une soumission quasi-stoïcienne aux ordres gouvernementaux, d'une acceptation dépassionnée de la nouvelle ligne de politique étrangère par rapport à l'ancien ennemi, nécessité politique supérieure, sacrifice fait à la mémoire des soldats morts et à la patrie sur l'autel de la paix.

Si Briand, se complaisant dans son rôle historique, cède à l'emphase à la tribune de la SDN en septembre 1926, Charles Petit-Dutaillis reste, à l'évocation des affaires allemandes, toujours d'une froideur marmoréenne, résigné aux impératifs politiques nouveaux. Il lâche ainsi en 1928: »Il ne peut s'agir de nouer présentement des relations d'amitié entre familles allemandes et françaises, mais de rétablir des relations scientifiques«<sup>49</sup>. Le *distinguo* est on ne peut plus clair, les limites bien définies entre le devoir politique et l'amitié des deux peuples.

Le fossé affectif, le traumatisme passionnel sont à tel point insurmontables que l'on ne peut en effet guère concevoir de dialogue que strictement scientifique et purement rationnel entre les deux anciens ennemis: il ne peut être question, entre la France et l'Allemagne, que de recourir à la raison, et de se convaincre avec une rare

45 Ibid.

46 Ibid.

47 Louis Eisenmann, Assemblée générale du 30 mars 1928, Registre des délibérations, AN 70 AJ 3.

48 Ibid.

49 Charles Petit-Dutaillis, Conseil de direction du 28 février 1928, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

hauteur de vue que »ce problème [...] fait partie du problème général de la pacification européenne«<sup>50</sup>.

Le directeur de l'Office insiste sur les efforts d'abnégation et d'auto-conviction à fournir pour se résoudre à une tâche aussi pénible et absurde. L'accent mis sur ce thème est fort, presque obsessionnel. En universitaire et scientifique, il invite à ne juger et à n'agir qu'en homme de science: »On ne pourra éviter la ruine totale de l'Europe que par l'abnégation personnelle, l'acceptation des faits, regardés sous la froide lumière de la raison«<sup>51</sup>. Il insiste en ajoutant: »Pour nous garantir de l'obsession de souvenirs amers [...], c'est l'esprit scientifique que nous devons choisir comme tuteur«<sup>52</sup>.

Tout le monde à l'ONUUEF est conscient de l'effort sur soi que la reprise des relations scientifiques avec l'Allemagne exige. Le secrétaire de séance note dans le registre que M. Paul Doumer, Président du Sénat et du Conseil d'administration de l'ONUUEF, »remercie M. Petit-Dutaillis, et lui exprime sa reconnaissance pour le zèle et la hauteur de vues avec lesquels il dirige l'Office des Universités«<sup>53</sup>.

Paul Doumer lui-même ne fait pas montre d'un enthousiasme débordant, qui déclare, lors d'une séance du conseil de direction de l'Office: »En tout cas, la reprise des relations avec l'Allemagne paraît nécessaire«<sup>54</sup>. Tout n'est donc dans cette affaire que nécessité politique et prise de conscience, au-delà des passions et de la douleur, de cette nécessité: le discours de la résignation rationnelle au dialogue est structuré par le champ lexical de la raison et de la science, tout ce qui vient de la passion et de l'affect étant par définition dirigé contre l'Allemagne. Le dialogue renoué avec l'Allemagne, la pratique des échanges avec l'ancien ennemi n'est pour l'ONUUEF rien moins que violence faite au sentiment naturel de rejet et d'exécration.

L'obsession des souvenirs amers resurgit pourtant parfois, et brouille encore le bel édifice du devoir scientifique et rationnel: retour du refoulé et de la passion, de la mémoire et du deuil.

La douleur, la rancœur, une germanophobie certaine, restent en effet latentes, et éclatent de temps à autres de manière soudaine et brutale: la conviction rationnelle, l'obéissance au devoir politique le cèdent alors à la haine vengeresse. En 1929, année où l'ONUUEF envoie ses premiers étudiants en Allemagne, Charles Petit-Dutaillis, qui commence toujours ses rapports à l'Assemblée générale par une chronique des mouvements de personnel, rend hommage au secrétaire de l'Office, Camille Richard, en des termes vengeurs, nullement apaisés malgré les dix ans écoulés depuis la paix: »Blessé à la bataille de Charleroi, il est mort, comme tant d'autres martyrs de la guerre, des suites lointaines d'une dure captivité en Allemagne«<sup>55</sup>.

50 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 30 mars 1928, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

51 Ibid.

52 Ibid.

53 Ibid.

54 Paul Doumer, Conseil de direction du 26 novembre 1929, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

55 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 25 mai 1929, Registre des délibérations, 1923-1929, AN 70 AJ 3.

En toute logique, l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, quatre ans après le début des échanges universitaires avec l'Allemagne, aurait dû remettre sérieusement en cause l'édifice des échanges franco-allemands et la coopération de l'ONUUEF avec le DAAD. Il n'en est pourtant rien. Evidemment, les universitaires de l'ONUUEF ne sont pas les seuls responsables de cette compromission avec les nazis, la ligne politique française étant tout au long des années 1930 attentiste et modérée. Il est néanmoins surprenant de constater la relative modération de l'ONUUEF à ce sujet: l'Office, nous l'avons vu, ne s'était pourtant jamais privé de formuler ses réserves ou son désaccord, par l'intermédiaire des rapports, lettres et notes de son directeur. Il ne stigmatise pourtant pas plus l'Allemagne de Hitler que celle de Weimar, et, à vrai dire, une fois le choc de 1933 passé, plutôt moins.

Les réactions de l'ONUUEF à la prise de pouvoir par Hitler le 30 janvier 1933 ne sont elles-mêmes pas si définitives et hostiles qu'on aurait pu attendre. Le directeur de l'ONUUEF se borne à se demander si le nouveau pouvoir voudra bien poursuivre la pratique des échanges avant de lâcher, un an plus tard, en mars 1934: »La révolution hitlérienne [...] est moins une révolution qu'un aboutissement«<sup>56</sup>. Ce faisant, Charles Petit-Dutaillis se fait l'écho de la thèse défendue par Charles Maurras et la droite française depuis des années, résumée dans le recueil d'articles *Devant l'Allemagne éternelle*, publié en 1937: en dépit des changements de régime, de l'empire à la dictature hitlérienne, en passant par la République de Weimar, l'Allemagne reste semblable à elle-même, archétype figé et éternel de la nation expansionniste et dominatrice, francophobe et militariste. Une telle vision de l'Allemagne lisse toutes les aspérités de l'histoire allemande, tous les traits qui peuvent s'éloigner de ce schéma interprétatif, les ravalant à des accidents ou à des hypocrisies: accident, la révolution de novembre 1918 et l'instauration de la République, hypocrisie, la politique de Stresemann.

En procédant ainsi, on en vient à gommer également les spécificités monstrueuses du régime nazi: les crimes et les horreurs du III<sup>e</sup> Reich sont ravalés à des avatars de l'autoritarisme impérial ou de l'expansionnisme pangermaniste. L'Allemagne, l'homme allemand, l'esprit allemand, restent en 1933, comme en 1914 et en 1870, tels qu'en eux-mêmes enfin ... et la prise de pouvoir par les nazis en janvier 1933 n'est, selon le mot de Jacques Bainville, que le »réveil de la Walkyrie«<sup>57</sup>.

C'est donc d'un même aveuglement vis-à-vis de l'histoire allemande que procède l'attitude des universitaires français de l'ONUUEF à l'égard de la République de Weimar comme du III<sup>e</sup> Reich: minimiser, refuser, nier la main tendue des années 1920, céder au scepticisme, au fatalisme maurrassien, conduit à tolérer Hitler. Une telle position face à l'Allemagne nazie est d'ailleurs partagée par la majeure partie de la classe politique française et des dirigeants du pays: dans les années 1930, la France est dirigée par des hommes nés dans les années 1870, la génération de la revanche, obsé-

56 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 15 mars 1934, Registre des délibérations, 1929-1937, AN 70 AJ 4.

57 C'est le titre donné par Jacques Bainville, historien favori de la droite et de l'extrême droite françaises, au chapitre consacré à l'Allemagne contemporaine dans un des ouvrages qu'il a publiés dans la collection des »Grandes Etudes Historiques« de Pierre Gaxotte. Cf. Jacques BAINVILLE, Histoire de deux peuples continuée jusqu'à Hitler, Paris 1913, réédition 1933.

dée par le pangermanisme et l'empire allemand: il n'est guère, en 1940 du moins, que Paul Reynaud pour prévenir fermement que Hitler n'est pas la réincarnation de Guillaume I<sup>er</sup>, mais bien plutôt celle de Gengis Khan.

Charles Petit-Dutaillis est bien loin de cette lucidité à l'égard de l'Allemagne, et ne renonce pas au fil des années à son schéma interprétatif originel. Hitler reste après la nuit des Longs Couteaux et les lois de Nuremberg l'ultime rejeton d'une longue tradition pangermaniste. A l'occasion de l'Assemblée générale de l'Office en juin 1937, le directeur rend compte d'un récent voyage en Allemagne en ces termes, évoquant la »capitale [...] sous le ronflement des avions qui la survolent sans trêve [...]«: »Ici se découvre crûment l'esprit prussien ressuscité«<sup>58</sup>. Si le régime nazi n'est que la résurrection de l'esprit prussien, Hitler reste après tout un partenaire convenable pour la pratique des échanges universitaires. Hitler déploie d'ailleurs, dans les premières années du moins, des trésors de séduction pour mettre en confiance les puissances européennes, en direction des diplomates bien sûr, mais aussi des mouvements de jeunesse et des anciens combattants<sup>59</sup> qu'il espère transformer en vecteurs de sa respectabilité nouvelle de chef d'Etat.

Peut-être les universitaires français cèdent-ils en outre aux charmes de la nouvelle Allemagne, de sa politique d'autorité, de la promotion de la solidarité nationale et de la condamnation de l'individualisme qu'orchestrent Hitler et ses sbires. De tels principes ne peuvent laisser d'émouvoir les pédagogues en chef de l'Université française. Les universitaires français ne se sont cependant nullement transformés en thuriféraires du nazisme: ils restent fondamentalement et majoritairement hostiles, par tradition humaniste et républicaine, à un régime dictatorial et antisémite, les discours et débats de l'ONUUEF, qui nous permettent de saisir leurs opinions, en attestent.

La correspondance de l'ONUUEF recèle de nombreuses lettres d'universitaires sollicitant des postes de lecteurs et d'assistants pour des réfugiés israélites allemands qui ont fui les persécutions du nazisme.

Le 30 octobre 1933, le professeur Spenlé, recteur de l'Académie de Dijon, intervient auprès de Jean Denis, agrégé d'Allemand, directeur adjoint de l'ONUUEF, responsable du Bureau des relations universitaires avec l'Allemagne et l'Autriche, en faveur d'un étudiant de confession juive, un dénommé Meierhof, qui a interrompu ses études à Fribourg pour venir s'inscrire à Dijon: »Comme ses ressources sont extrêmement modestes, il m'a demandé s'il ne pourrait pas obtenir le poste d'assistant au par au lycée Carnot de Dijon«<sup>60</sup>.

Mlle Bianquis, professeur d'Allemand à la faculté des Lettres de Dijon, sollicite également les bons offices de Jean Denis à plusieurs reprises, comme par exemple en avril 1934: »Je vous écris en solliciteuse [...]. Il s'agit cette fois de ma lectrice, Mlle Orgler [qui] aurait un besoin urgent de trouver un emploi [...]. Elle ne croit plus pouvoir s'adresser à l'Office allemand (elle est juive ...) [...]. En instance de naturalisation depuis longtemps, elle voit traîner à l'infini les formalités«<sup>61</sup>.

58 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'activité de l'Office, Assemblée générale du 15 mars 1934, Registre des délibérations, 1929-1937, AN 70 AJ 4. Cité également dans TIEMANN (voir n. 32).

59 Cf. TIEMANN, *ibid.*

60 Professeur Spenlé, recteur de l'Académie de Dijon, à Jean Denis, 30 octobre 1933, AN 70 AJ 30.

61 Mlle Bianquis, Professeur d'Allemand à la faculté des Lettres de Dijon, lettre à Jean Denis, 29 avril 1934, AN 70 AJ 30.



A la faculté des Lettres de Nancy, c'est le professeur Tibal qui intervient en juin 1935 en faveur d'une lectrice d'Allemand: »Mlle Günzburger [...], réfugiée israélite [...], a entendu dire que le gouvernement allemand essayait d'obtenir que toutes les personnes qui se trouvent dans ce cas fussent [...] remplacées par d'autres plus agréables au régime hitlérien [...]. Personne ne se soucie à Nancy de la voir remplacée par quelque personne plus ou moins suspecte qui nous viendrait de Berlin<sup>62</sup>«. Les professeurs Angelloz de Paris, Sauzin de Rennes, et Tonnelat, de la Sorbonne, ne sont pas en reste, comme le révèlent la correspondance archivées de l'Office des Universités. Le professeur Tonnelat intercède même en faveur d'un jeune militant socialiste allemand, membre des *Reichsbanner*, la milice de la SPD, en 1934, sur la recommandation de Jules Isaac, professeur au lycée Saint-Louis, »l'auteur des manuels d'histoire<sup>63</sup>. La communauté universitaire est donc mobilisée contre l'antisémitisme nazi.

Elle reste également méfiante vis-à-vis des étudiants allemands accueillis en France dans le cadre des échanges, et ce d'autant plus après l'arrivée des nazis au pouvoir: les étudiants allemands en France sont volontiers suspectés, voire carrément accusés, d'exercer des activités de propagande et de renseignement au profit du III<sup>e</sup> Reich.

Par une lettre du 1<sup>er</sup> août 1933, sept mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Charles Petit-Dutaillis informe le directeur du DAAD qu'il a rejeté la candidature à une bourse d'études en France d'un étudiant allemand, un dénommé Brüggemann, »en raison des études trop particulières et trop actuelles qu'il prétend poursuivre sous le patronage de l'ONUUEF. Les bourses [...] ne sauraient couvrir les frais d'enquêtes politiques<sup>64</sup>. Brüggemann comptait en effet étudier l'influence du tempérament méridional sur les orientations politiques du midi de la France ... Pour Jean Denis, ce projet n'est qu'un »prétexte pour créer dans le milieu (sic) de la France un poste d'observation<sup>65</sup>.

Mlle Bianquis, professeur à la faculté des lettres de Dijon, écrit en 1938 un courrier accusateur à l'ONUUEF: »M. Vernunft (1937-1938) a commencé dès son arrivée par déclarer que ni lui, ni les Allemands comme lui ne pourraient fréquenter le cercle franco-allemand, à cause de la lectrice qui n'est pas aryenne pure (sic) [...]. Il s'est employé à détacher un à un les étudiants de langue allemande (hongrois, tchèques, italiens mêmes, suisses) et à ruiner ce petit groupement [...]. Les jeunes gens que nous envoyons en Allemagne y vont pour leurs études et s'attachent à comprendre la vie nationale qui les entoure. Si ceux qu'on nous envoie d'Allemagne sont des intrigants et des propagandistes et des ... agents de renseignement (ce qu'ils sont certainement), l'échange n'est pas loyal et nous sommes en droit de nous plaindre ...<sup>66</sup>.

Du reste, les universitaires français se méfient en connaissance de cause des étudiants allemands et des pratiques nazies en matière de renseignement: l'ONUUEF lui-même demande en effet aux étudiants envoyés en Allemagne des rapports circons-

62 Professeur Tibal, faculté des Lettres de Nancy, lettre à Jean Denis, 21 juin 1935, AN 70 AJ 30.

63 Professeur Tonnelat, Institut d'Etudes Germaniques de la Sorbonne, lettre à Jean Denis, 11 mai 1934, AN 70 AJ 30.

64 Charles Petit-Dutaillis, lettre au directeur du DAAD, 1<sup>er</sup> août 1933, AN 70 AJ 30.

65 Jean Denis, lettre à Louis Eisenmann, 17 juillet 1933, AN 70 AJ 30.

66 Mlle Bianquis, professeur à la faculté des Lettres de Dijon, lettre à Jean Denis, 3 septembre 1938, AN 70 AJ 30.

tanciés sur tout ce qu'ils auront pu observer et noter autour d'eux. André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, recommande dans une lettre de 1937 au Quai d'Orsay d'en faire un bon et large usage: les étudiants français en Allemagne, écrit-il, »doivent remettre deux rapports sur leur activité, l'un en janvier, et l'autre à la fin de leur séjour, en juin. Ces rapports contiennent parfois des renseignements fort intéressants, et il serait souhaitable qu'ils fussent utilisés par nos Services d'information«<sup>67</sup>. L'ambassadeur insiste et répète à la fin de sa lettre qu'il serait utile »d'utiliser plus largement et plus systématiquement les rapports qui sont remis deux fois par an à l'Office National des Universités et des Ecoles Françaises par nos assistants et boursiers d'échange«<sup>68</sup>. Les étudiants allemands en France sont donc sous bonne garde, vite dénoncés par les universitaires, et promptement arrêtés par les services de la Sûreté Nationale.

Pourquoi dès lors poursuivre la pratique des échanges? Il y a bien sûr, et avant tout, la ligne imposée par le ministère des Affaires étrangères. Pratiquant une politique d'accommodement puis d'*appeasement* à l'égard de l'Allemagne nazie, ce dernier s'alarme du zèle que met la Sûreté Générale à poursuivre et appréhender les étudiants allemands accusés d'espionnage ou de propagande, à tel point que le Quai d'Orsay, en juin 1939, demande ouvertement au ministère de l'Intérieur de modérer ses ardeurs<sup>69</sup>.

Mais il y a, plus profondément peut-être, la fascination réelle qu'exerce, sinon le régime nazi, du moins sa politique éducative et la jeunesse allemande, sur des responsables et des intellectuels français qui opposent volontiers, dans ces années, la sénescence du régime républicain libéral, à l'ardente et impétueuse jeunesse des régimes totalitaires. Face à la brillante révolution allemande, la France, minée par un parlementarisme essoufflé, par la crise économique et par des scandales politico-financiers à répétition, se lamente à loisir: pendant que Brasillach célèbre et chante »le jeune fasciste qui chante, qui marche, qui travaille, qui rêve ...«<sup>70</sup>, plusieurs autres séries d'articles et de publications dans les années d'avant-guerre érigent la jeunesse d'outre-Rhin en modèle pour le rajeunissement de la France<sup>71</sup>.

La valorisation de la jeunesse allemande, plus sportive, plus dynamique, plus communautariste, par rapport à la jeunesse française, plus intellectuelle et individualiste, vient de loin, et les universitaires français constituent à cet égard un terrain prédisposé pour la propagande allemande. Dans son Rapport d'activité de 1929, Charles Petit-Dutaillis cite des témoignages d'étudiants boursiers étrangers, qui décrivent tous leurs homologues français comme des travailleurs besogneux et appliqués: »Les jeunes français travaillent tout le temps«<sup>72</sup>, les jeunes écoliers sont des prodiges qui »savent par cœur à sept ans leurs tables de multiplications«<sup>73</sup>. M. Guinard, chargé

67 André François-Poncet, lettre à M. le Ministre des Affaires Etrangères, 29 avril 1937, SOFE 270, MAE, CAD de Nantes.

68 Ibid.

69 Cf. lettre du ministère des Affaires étrangères au ministère de l'Intérieur, 10 juillet 1934, SOFE 266, MAE, CAD de Nantes.

70 Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, p. 243-244.

71 Cf. TIEMANN (voir n. 32).

72 Charles Petit-Dutaillis, *Rapport sur l'activité de l'Office*, Assemblée générale du 25 mai 1929, AN 70 AJ 7.

73 Ibid.

par Charles Petit-Dutaillis de mettre en place un bureau d'accueil des étudiants étrangers souligne »l'atonie de la vie corporative chez nos étudiants par rapport aux universités anglo-saxonnes, suisses, allemandes, etc. ...«<sup>74</sup>.

De là à ériger la jeunesse allemande en modèle souhaitable pour la jeunesse française, il n'y a qu'un pas, franchi d'ailleurs dès les origines de l'ONUFEF, par le général Messimy, qui vante en 1910 ces »distractions d'ordre physique, [ces] jeux athlétiques, qui sont le complément habituel de la vie scolaire de l'étudiant anglo-saxon, et dont l'exemple ne peut être que des plus salutaires pour la jeunesse française«<sup>75</sup>. Propos de militaire, de Saint-Cyrien? Ils trouvent en tout cas plus de vingt ans plus tard un écho bien net chez le chartiste Petit-Dutaillis, pourtant peu prédisposé par sa formation à l'exaltation de l'exercice physique.

Le directeur de l'ONUFEF succombe en effet ouvertement et explicitement à la fascination de la jeunesse allemande, victime de la propagande que le régime nazi a savamment orchestré autour de sa jeunesse, faisant d'elle son étendard, et choisissant comme slogan, entre autres, »*Wer die Jugend hat, hat die Zukunft*«: le III<sup>e</sup> Reich apporte une attention particulière aux jeunes allemands, monopolise les structures d'éducation et de formation, et s'érige volontiers en jeunesse de l'Europe. Toute une métaphore nazie de la force, de la jeunesse et de la pureté de la race vise à persuader les allemands qu'ils ne feront qu'une bouchée des nations dégénérées et dévitalisées qui les entourent.

Un pédagogue bien avisé, le proviseur du Lycée Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, suggère ainsi dans une lettre au directeur de l'ONUFEF, dès 1934: »Il ne serait pas sans intérêt de connaître ce qui serait par exemple digne d'être imité dans l'Allemagne hitlérienne, et plus particulièrement dans tout ce qui touche à la jeunesse«<sup>76</sup>. Il prêche un converti sans le savoir, Charles Petit-Dutaillis ayant une fâcheuse tendance à faire de la jeunesse allemande »un exemple à méditer«<sup>77</sup>. Le directeur de l'ONUFEF déclare ainsi, en pleine Assemblée générale de l'Office, en 1935, au sujet des boursiers français en Allemagne: »On s'efforce de leur faire admirer le nouveau Reich. Comment ne reconnaîtraient-ils pas la valeur d'un patriotisme ardent et d'une docilité émouvante à accepter des sacrifices, à accepter les inconvénients personnels d'une solidarité sociale imposée? Il y a là, certes, matière à réflexion pour eux«<sup>78</sup>. Les propos du directeur, notons-le, ne provoquent aucune réaction dans l'assemblée, sinon un grave et muet consentement. Le consensus se fait autour de telles idées dans une grande part des élites républicaines de l'époque, que ce soit au sein de l'université ou du corps diplomatique, comme du milieu politique. La correspondance du Service des Œuvres Françaises à l'étranger, interlocuteur direct de l'ONUFEF au ministère des Affaires étrangères, recèle de nombreuses lettres d'un

74 Guinard, intervention lors de l'Assemblée générale de l'ONUFEF, 30 mars 1938, Registre des délibérations, 1937-1954, AN 70 AJ 4.

75 Général Messimy, Rapport à la Commission du Budget de la Chambre des Députés, 21 janvier 1910, AN 70 AJ 2.

76 M. Roudil, Proviseur du lycée Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, lettre à M. Petit-Dutaillis, 1<sup>er</sup> mai 1934, AN 70 AJ 30.

77 AN 70 AJ 4.

78 Charles Petit-Dutaillis, Rapport sur l'Activité de l'Office, Assemblée générale du 4 avril 1935, Registre des délibérations, 1929-1937, AN 70 AJ 4.

diplomate féru de questions éducatives, le consul de France à Cologne Jean Dobler, qui encourage vivement les voyages d'élèves et d'étudiants français en Allemagne. De jeunes français ne peuvent qu'en retirer »des idées heureusement modifiées sur la nécessité d'un ordre méticuleux et d'une discipline librement consentie pour le bien général«<sup>79</sup>. La correspondance de Dobler est un vaste florilège de tous les *topoi* vantant les qualités d'»ordre« et de »discipline« censées être consubstantielles à la culture et à la mentalité allemandes.

Ces dangereux poncifs ne sont cependant pas l'apanage des élites, mais sont intériorisés par les étudiants eux-mêmes. Dans une autre de ses lettres, Jean Dobler cite en effet le rapport qui lui a été remis par de jeunes élèves-instituteurs de l'École Normale de Caen, à l'issue d'un voyage outre-Rhin. Ce rapport donne vaillamment dans le stéréotype le plus massif: »Nous Français, volontiers fantaisistes et indisciplinés, nous avons compris le sens de la discipline en voyant défiler des groupes de jeunes gens et même de jeunes filles, en rang, au pas, sous les ordres d'un chef, chantant gravement avec un ensemble parfait«<sup>80</sup>. Avec de tels instituteurs et des élites politiques qui préféreraient Hitler à Blum, la »France allemande«<sup>81</sup> n'était plus bien loin.

Le regard porté par les universitaires français sur l'Allemagne entre la période précédant la Première Guerre mondiale et 1939 est donc marqué par une double ambiguïté. Ambiguïté à l'égard de la science et de l'université allemandes: fascinés par une université que la Sorbonne prend pour modèle en envoyant ses savants à Berlin après 1871, les universitaires français, tels qu'ils apparaissent à travers les archives de l'ONUUEF, font également preuve d'une germanophobie d'autant plus outrancière que l'ONUUEF a été fondé pour répondre à l'influence universitaire allemande dans le monde.

Ambigu également au sujet du régime politique allemand: détestable, car impérialiste, pangermaniste, autoritaire, le régime allemand sait produire une jeunesse forte et proposée en modèle à la jeunesse française, dès les débuts de l'ONUUEF, puis de manière systématique avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. L'ONUUEF cède donc aux mirages d'une propagande nazie savamment orchestrée. Les universitaires, fidèles à une vision pessimiste de l'Allemagne, qui voit en Weimar un leurre et en Hitler l'ultime avatar du pangermanisme, sont bien démunis conceptuellement pour saisir la spécificité du nazisme et prendre conscience des artifices de sa propagande.

Paradoxalement, le rejet de l'Allemagne de Stresemann au même titre que celle de Hitler fait le lit d'une fascination de plus en plus avouée pour l'Allemagne totalitaire et sa jeunesse, *hart wie Kruppstahl*<sup>82</sup>, disciplinée et dévouée, saine et forte, au contraire d'une jeunesse française trop intellectuelle et individualiste. Cette valorisa-

79 Jean Dobler, consul de France à Cologne, lettre au ministère des Affaires étrangères, 24 juillet 1935, SOFE 267, MAE, CAD de Nantes.

80 Rapport des élèves de l'ENI de Caen joint à la lettre de Jean Dobler adressée au ministère des Affaires étrangères, 29 juillet 1935, SOFE 267, MAE, CAD de Nantes.

81 Cf. Pascal ORY, *La France allemande, 1933-1945*, Paris 1977, réédition 1995.

82 Adolf Hitler, *Discours aux Jeunesses Hitlériennes*, Congrès du NSDAP, Nuremberg, 14 septembre 1935.

tion de la jeunesse allemande va de pair avec une profonde crise des institutions et de l'économie françaises, et la limite entre fascination pour les jeunesses hitlériennes et apologie du fascisme est bien ténue.

De cette tragique méprise, alliée à la complaisance politique dans les années 30, de cette ignorance globale de l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres, l'ONUUEF tire les conséquences après la Seconde Guerre Mondiale, et reprend immédiatement, sous la houlette de Jean Denis, le dialogue avec l'Allemagne. La paix européenne devait désormais reposer sur des bases plus solides.